

Nat-Bi

Nat-bi-Naturelle/biologique - Magazine d'informations - Agroécologiques et biologiques - N°9-JUILLET 2020

Webinaire sur la subvention des intrants agricoles au Sénégal

Les OP d'AdC- Sénégal passent en revue le modèle de procédure de la mise en place

La problématique de la subvention des intrants agricoles et particulièrement des semences au Sénégal a été, le 09 Juin dernier, au centre des travaux d'un webinaire organisé par les acteurs des organisations partenaires de l'Ong Action Carême Suisse.

P.8



RENCONTRE DES PARTENAIRES

Les Organisations partenaires s'outillent en technique de suivi-évaluation

P.3

COVID-19

AdC a mis à la disposition du RENOLSE près de 9 millions de F CFA pour contribuer à la riposte contre la pandémie

P.10

MISSION À MÉDINA SABAKH : LA FEJAC S'INTÉRESSE À LA CDS

Un atelier restreint a été organisé entre AgriBio Services, le secrétaire exécutif du RENOLSE et la chargée de formation dans le cadre du projet de renforcement des capacités de la FEJAC (Fédération des Jeunes pour l'Action Citoyenne), un comité local de développement (CLD), et une session de formation sur la stratégie Calebasse de Solidarité ont été organisés du 26 au 29 février 2020 à Médina Sabakh, dans la région de Kaolack. Une première visite chez le Sous-préfet de Médina Sabakh

a précédé cette mission. Pour une préparation d'un CLD, il est toujours prévu d'aller à la rencontre de l'autorité administrative pour partager du contenu à échanger et des objectifs visés, faire une mise à niveau. C'est dans cette logique qu'on a pris la journée du 12 Février pour la préparation du CLD avec le sous-préfet.

ORGANISATION D'UN CLD
La journée du 26-02-2019 est consacré au CLD (Comité Local de Développement) qui a réuni une trentaine d'acteurs au développement et de

personnes influentes de la localité (sous-préfecture, imam, maires, groupement et associations etc.). Dans l'optique d'informer ces derniers, la séance a été présidée par le sous-préfet de l'arrondissement en parfaite collaboration avec les membres de la FEJAC. En même temps modérateur, il revient sur l'importance du projet dans la localité et réitère tous les acteurs utiles à son exécution. Pour une entrée en matière, le secrétaire exécutif du RENOLSE a donné un aperçu sur la problématique de la soudure et de l'endettement. La coordinatrice-assistante, Mme Ndiaye est revenue largement et d'une manière explicite sur le projet de renforcement de capacités de la fédération des jeunes dans sa globalité : la

présentation d'ADC et de ses résultats au Sénégal, le contexte du projet, les objectifs, les résultats attendus, les échéances et les termes de la collaboration avec la fédération. Pour renforcer ces idées, Mme Seck Fatou Guèye a fait une présentation détaillée sur l'approche calebasse de solidarité. Devant un public très attentionné et autant intéressé, on a eu beaucoup de commentaires et appréciations positifs ainsi que des questions de clarification. L'imam de la grande mosquée de Médina Sabakh a reconnu que les principes de la CDS vont de pair avec les recommandations de l'Islam à savoir la solidarité, l'équité, la transparence et la confidentialité qui sont tous des qualités intrinsèques d'un bon musulman.

Naturelle et Biologique Magazine d'informations Agroécologiques et biologiques -JUILLET 2020

Rédacteur en chef

Ababacar GUEYE

Comité de rédaction

Ndèye Ndébane WADE NDIAYE, Ababacar GUEYE, Djibril THIAM, Mariama SYLLA FAYE, Seynabou SALL, Amina SALL THIAM, Abou LY (ADK/THIES), Sidy DIENG

ADRESSE :

AgriBio Services, Quartier AIGLON, derrière la radio Coorkat FM -

Tél : 33 954 17 96/Fax: 33 951 53 37

BP : 781 -THIES-(SENEGAL)

Email: agribioservices@gmail.com

crabesth@gmail.com

Site Web: www.agribioservices.org

Le magazine Nat-Bi est réalisé par le CRABES CRABES (Centre de Ressources en Agriculture Biologique et Economie Sociale et Solidaire), sis quartier Mbour 1 près du stade Lat Dior sur la route de Sindia - Tel: 33 951 01 13

www.crabes.org

FORMATION

12 MODULES POUR UNE DEMARCHE

Un atelier restreint a été organisé entre AgriBio Services, le secrétaire exécutif du RENOLSE et la chargée de formation Mme Seck. Pendant deux jours, ces responsables ont essayé de finaliser, d'affiner et de rendre digeste les modules de formation sur la Calebasse de Solidarité (CDS). Un programme de formation intitulé douze modules pour une démarche. Il se résume en un timing de 22 heures 15 minutes réparti en quatre à cinq jours maximum.

Beaucoup de modules ont été retravaillés pour que tous les futurs utilisateurs puissent être au même niveau de compréhension des contenus et d'en faire bon usage. Au finish de cet atelier restreint trois documents ont été produits:

- Un programme de formation qui résume l'ensemble des modules et leur contenu ;
- Un guide du formateur qui prend en compte les étapes à suivre, il s'agit de la méthodologie ;
- Un manuel du participant qui résume toutes les étapes développées et qui sera remis aux formés.

RENCONTRE DES PARTENAIRES

Les Organisations partenaires s'outillent en technique de suivi-évaluation

Sous l'égide de la coordination nationale d'Action de Carême Suisse, trente-cinq participants venant des différentes organisations partenaires se sont retrouvés en conclave dans les locaux du Centre Resop de Thiès.



Coordinateurs (trices), animateurs (trices) et chargé (es) de programme des OP d'AdC-Sn

Il s'est agi d'un atelier d'échange et de partage de quatre jours allant du 16 au 19 Février sur le thème du suivi-évaluation des projets de développement du Programme Soudure-Endettement d'Action de Carême Suisse au Sénégal. Lequel rentre dans son nouveau PPP 2017-2024 et particulièrement dans une phase d'institutionnalisation de son approche de travail basée sur la calebasse de solidarité (CDS).

Celle-ci se voulant une approche de financement solidaire dont la finalité est de permettre aux démunis de sortir du cercle vicieux de la soudure et de son corollaire principale l'endettement.

A cet effet, la rencontre a eu pour objectif de contribuer au renforcement des capacités des organisations partenaires membres du RENOLSE. C'était aussi une occasion de former et rappeler aux services techniques des organisations partenaires sur le thème Suivi-Evaluation

des projets de développement dans sa globalité et de faire une évaluation sur le suivi digital (Kobo collect). « La finalité de ce premier atelier de 2020 sur le suivi-évaluation devra contribuer à mieux vous outiller pour suivre et évaluer vos projets de développement », a souligné le coordonnateur national.

Djibril Thiam est aussi revenu sur les temps forts qui vont rythmer ces jours de rencontre. Il s'agit entre autres de l'analyse de l'outil Kobocollect qui a été utilisé en phase test durant l'année 2019-2020. L'autre point des échanges va constituer la définition des concepts Suivi/Evaluation, les étapes du S/E les rôles et les responsabilités des acteurs du Suivi/Evaluation ainsi que la périodicité du S/E.

S'agissant de l'outil Kobocollect, bon nombre de participants l'ont apprécié. Ils ont magnifié le gain de temps observé lors des enquêtes, l'amélioration du système

de suivi régulier des CDS, l'accessibilité et l'utilisation facile de l'outil, la bonne planification de suivi des CDS. Cependant, ils n'ont pas manqué de souligner quelques contraintes liées à l'utilisation de ce nouvel outil : la non maîtrise de l'outil par certains animateurs, l'impossibilité de corriger certaines erreurs après l'envoi, la non adaptabilité de l'outil avec certaines marques de téléphones (Iphone) et en fin la difficulté de traduire certaines questions en langues locales. Tout de même, ils s'accordent que c'est un outil qui leur facilite beaucoup leur travail sur le terrain. Dans la même veine, ils souhaiteraient que les autres stratégies du Programme Pays soient intégrées dans la plateforme.

Le conclave de Thiès était aussi un début de réponse aux attentes des partenaires qui, au cours de leur rencontre de février 2019 à Thiès, avaient répertorié un certain nombre de thèmes sur lesquels ils souhaiteraient être formés pour l'année 2020. De ces thèmes figurent le suivi-évaluation des projets de développement, la gestion administrative et financière des réseaux fédéraux de calebasses de solidarité, le plaidoyer/lobbying et mobilisation sociale et le développement des conventions de lutte contre le gaspillage.

Cette première session de 2020 consiste à renforcer les capacités des partenaires sur le concept suivi/Evaluation ses principes, ses instru-

ments, ses avantages et ses limites. D'emblée, le coordonnateur a soutenu que « Le suivi permet d'ajuster sur ce qui est en train d'être fait au cours de la mise en œuvre du programme. L'évaluation se fait pour ajuster des actions futures. En un mot, le suivi porte sur les actions et l'évaluation sur les objectifs, les résultats intermédiaires et finaux ». Ayant des expériences avérées, les participants ont tour à tour décliné les rôles et responsabilités de chaque acteur. Selon eux, le coordonnateur se charge de la supervision du travail des animateurs. Il rédige également les rapports techniques. Les animateurs ou animatrices ont pour mission de collecter les informations ou données, de produire des rapports et comptes rendus et d'informer sur les difficultés rencontrées sur le terrain. Quant aux bénéficiaires, ils collectent et fournissent les données de base. S'agissant des responsables politiques, leur mission consiste à valider les rapports et d'effectuer des visites de terrain. S'agissant de la coordination nationale, elle se charge de superviser les activités des OP et de valider les rapports. Ces activités ont toujours été faites, mais elles n'étaient pas bien structurées. Bon nombre de ce travail est fait par les coordonnateurs. Cette rencontre constitue dès lors un nouveau souffle pour les Op, une implication des autres acteurs du maillon dans l'atteinte de l'objectif du programme pays d'AdC.

Visite du directeur Sud d'AdC au Sénégal

Le maintien du cap et le respect des règles des CDS, le maître-mot de l'hôte

Le mois de février a été riche en événements pour la coordination nationale d'AdC. En effet, celle-ci a eu comme hôtes le directeur Sud d'AdC Suisse et la chargée de programme pays. Leur séjour a été une occasion d'aller à la rencontre de certaines organisations partenaires : Agrecol/Afrique, Recodef, Asdes, Bantaaré. Ils ont aussi eu à participer à la journée régionale du réseau Koussek à Ziguinchor où le directeur Sud a exhorté au maintien des résultats et au respect des règles et des principes CDS.



Mr Brun (micro) en compagnie des responsables de la coordination nationale (AdC-SN)

Cette visite entre dans l'ordre normal des choses. C'est juste une occasion pour eux de venir voir ce que les Op ont pu réaliser et de recueillir leurs histoires de vie. Ce qui leur a valu des rencontres dans les quatre coins du pays. Au cours de ces échanges, les responsables d'AdC Suisse ont pu s'enquérir de l'avancement du programme soudure endettement du programme d'AdC. Partout où ils ont été, les membres des Calebasses de solidarité ont exprimé leur satisfaction et présenté les résultats qu'ils ont obtenus dans ce programme. Pour le directeur Sud, ces échanges permettent de

mieux comprendre les activités exécutées par les animateurs et animatrices selon les réalités de la contrée. « Les stratégies ou approches peuvent être différentes en termes de déroulement du programme, mais l'objectif reste le même à savoir contribuer à lutter contre la pauvreté et permettre aux cibles de sortir la tête du cercle vicieux de la soudure et de l'endettement », a souligné M. Brun. Partout où ils ont été, les hôtes ont reçu un accueil chaleureux mais aussi, ont appris beaucoup de choses sur le programme Sénégal. « Les partenaires maîtrisent parfaitement le programme et présentent avec beaucoup d'aisance les

résultats », a témoigné M. Brun. Après Thiès et Fissel, les responsables d'AdC ont répondu à l'invitation de la journée régionale de la CDS organisée par le réseau Koussek de Ziguinchor en début mars. Dans cette verte Casamance, la délégation a reçu les honneurs et l'ambiance était à son paroxysme. Les différentes troupes ont pu montrer les facettes de la culture. Dans la foulée, la présidente du réseau a salué leur déplacement avant de présenter une synthèse des résultats des CDS. « En fin janvier 2019, le nombre de membres est estimé à 3.359 dont 51 hommes. Le mon-

tant global des CDS est passé de plus de 8 millions de F CFA en juillet 2019 à plus de 12 millions de F CFA en fin 2019. Le montant des crédits en santé, en éducation et en nourriture est respectivement de plus de 2.394.500 F CFA, de 1.944.150 F CFA et 2.272.700 F CFA », indiqué Mme Oumy Manga Ciss. Si elle arrive à ces résultats, c'est grâce à la clairvoyance de la coordination nationale qui a montré au réseau koussek comment sortir de l'ornière. « La population a adopté cette stratégie qui aujourd'hui est sans commune mesure l'une qui répond le mieux aux droits à l'alimentation, à la nourriture et à l'éducation. Les membres s'approprient le programme et œuvrent pour sa pérennisation », a soutenu Mme Ciss devant une foule acquiescente à sa cause. De son côté, M. Markus Brun a magnifié le travail abattu par le réseau Koussek qui, en moins d'un an, a pu enrôler plus de 3.000 membres. « Seul des programmes de ce genre avec une approche et des actes de solidarité forts peuvent y parvenir. Je salue la mobilisation et je vous exhorte à maintenir le cap et à œuvrer aux respects des principes et règles de la calebasse de solidarité », a rappelé M. Brun.

S.D &AG

Trois question à.....

...Markus Brun

Directeur du département de la coopération internationale d'Action de Carême Suisse

« C'est rassurant de pouvoir observer que les collaboratrices et collaborateurs des OP ont un accès facile à la population cible »

En service depuis 25 ans à Action de Carême où il a commencé comme charge de programme pour l'Afrique Centrale, Monsieur Markus Brun a été ensuite assuré les fonctions de responsable pour la politique au développement. Aujourd'hui à la tête du département de la coopération internationale qui polarise les 14 programmes par pays dont celui du Sénégal ainsi qu'un certain nombre de programmes internationaux depuis 5 ans, Markus Brun est aussi le vice-directeur et théologien de formation avec en bandoulière des études approfondies en coopération de développement. Présent au Sénégal au mois de février dernier pour une visite de travail au Sénégal, Markus Brun se prête aux questions du Magazine Nat-Bi.

NAT-BI : Monsieur Brun, c'est votre deuxième visite au Sénégal en peu de temps. Qu'avez-vous retenu de votre séjour?

"D'abord je voudrais vraiment remercier toutes et tous ceux qui ont rendu possible cette visite tellement enrichissante. A notre coordination, à notre chargée de programme mais surtout aussi à nos organisations partenaires et à tous les membres des calebasses qui nous ont donné de leur temps. J'ai été très impressionné de l'engagement énorme des membres des Calebasses de solidarité. Autant de personnes, surtout des femmes, mais aussi des hommes, qui luttent contre la soudure et l'endettement mais aussi assurer leur droit à la nourriture. Lors des visites et des échanges avec les membres de ces calebasses, j'ai ressenti la solidarité en même temps qu'une détermination à vouloir changer les situations difficiles. En plus de l'accueil qui était très chaleureux et fascinant, je me sentais honoré que ces personnes engagées donnent de leur temps pour passer quelques heures avec moi pour nous raconter leurs expériences. C'était un plaisir énorme d'avoir la chance d'être à l'écoute de ces personnes rencontrées et d'avoir mieux compris les défis auxquelles

elles font face et leurs stratégies d'action.

Je rentre convaincu que cet engagement des personnes qui ont décidé de prendre leur destin en main contribuera beaucoup au développement du Sénégal. Et je souhaite à toutes les femmes et hommes engagés, beaucoup de succès dans les efforts qu'ils consentent pour assurer dans leur droit à la nourriture".

Quelles appréciations faites-vous des Organisations Partenaires et du programme qu'elles déroulent à la base ?

Toutes nos organisations partenaires rencontrées ont montré un dévouement à ce programme. Et ceci n'était pas une surprise pour moi, du fait des échos que je ne cesse de recevoir mais aussi de ce que j'ai vu sur le terrain. Ces OP disposent de personnel très compétent et dévoué. C'est rassurant de pouvoir observer que les collaboratrices et collaborateurs des OP ont un accès facile à la population cible et que ces organisations parviennent à apporter un plus-value réelle grâce à leur capacité d'accompagnement et l'expérience riche de leur personnel. J'étais d'autant plus content que j'ai pu constater que même des organisations qui ne perçoivent plus de financement d'AdC continuent



à promouvoir l'approche de la Calebasse de solidarité. Elles restent liées avec nous et les autres partenaires à travers les réseaux qui fonctionnent bien. Cela prouve le degré de maturité des organisations et de la durabilité des actions menées.

Que peut attendre le RENOLSE du directeur Sud d'AdC pour une mise en échelle des stratégies du Programme ?

Il me semble très important que nous puissions soutenir des actions de plaidoyer et de mise en échelle de l'approche d'autopromotion. Je suis sûr que l'autopromotion est au centre du développement et que grâce aux formations et au renforcement des capacités cette mise en échelle peut réussir. La capitalisation et la docu-

mentation en sont des facteurs clés. Nous soutiendrons donc ces initiatives dans la mesure du possible et les encourageons à croître d'avantage.

Le RENCAS a été mis en place dernièrement. Qu'est-ce que ce réseau peut attendre d'Action de Carême Suisse ?

Ce réseau vise à autonomiser les calebasses pour qu'elles deviennent des acteurs de leur propre droit. Ceci est très important pour leur ancrage sur le terrain, leur indépendance et pour leur durabilité. Nous serons donc volontiers et prêts à accompagner le réseau à travers notre coordination nationale, notre chargée de programme à travers les moyens dont nous disposons.

S.D & A.G

.....**Vréni Jean Richard**

... chargée de programme pays à AdC- Suisse

« Les calebasses sont devenues un mouvement dynamique à travers leurs réseaux fédéraux, communaux et le réseau national »

Après un périple comportant plusieurs étapes, la chargée de programme AdC Sénégal revient dans cet entretien avec le Magazine Nat-Bi sur le travail abattu par les organisations partenaires d'Action de Carême. Mme Vréni Jean Richard confie toute sa satisfaction. Une satisfaction qu'elle explique par le fait que le programme Sénégal est parmi les meilleurs des programmes pays d'AdC.

Nat-Bi : Vous avez effectué une visite de quelques jours au Sénégal, quel bilan tirez-vous de cette visite ?

Mme Vréni : C'est une fois de plus, pour moi, une joie de visiter les organisations qui font un travail excellent et très professionnel dans leurs zones d'intervention. La dynamique des calebasses de solidarité est impressionnante et touche le cœur de tous ceux qui ont la chance de les visiter. Nous avons vu cette dynamique étonnante de Ziguinchor jusqu'à Podor, dans tout le pays. Les calebasses sont devenues un mouvement dynamique à travers leurs réseaux fédéraux et communaux et à travers le réseau national qui est le RENCAS (Réseau national des Calebasses de solidarité du Sénégal). Je suis très contente de la façon dont les représentantes du RENCAS prennent déjà leurs responsabilités, pour représenter leur région, le réseau national et le mouvement des calebasses en général.

Vous avez rendu visite certaines Organisations partenaires, comment

les trouvez-vous ?

Nous avons visité un certain nombre d'organisations partenaires comme : Recodef à Fissel), Bantaare au Fouta), Fenagie/Pêche à Dakar), Agrécol/Afrique à Thiès), ASDES (Association Sénégalaise pour un Développement Equitable et Solidaire à Kaolack) ainsi que le réseau Koussek à Ziguinchor. Chaque OP fait un travail adapté à son groupe cible, sa zone d'intervention ainsi que les spécificités de sa zone. C'est intéressant de voir comment les manières de travail sont différentes, même si le but recherché est le même à savoir l'autopromotion. Nous sommes fiers de nos organisations partenaires. Elles savent se prononcer sur leurs visions et leurs perspectives, dont nous dépendons fortement pour une réussite du programme.

Le RENOLSE accompagne les Op à la vulga-



risation du programme d'AdC. En quoi, vous allez appuyer ce réseau ?

Je pense que la meilleure vulgarisation du programme sera faite par les bénéficiaires eux-mêmes. C'est pourquoi le RENCAS a été créé. Nos bénéficiaires sont les témoins les plus crédibles, les plus convaincants et la finalité du programme n'est pas seulement la mise en place des OP ni des calebasses de solidarité, mais plutôt l'autopromotion des bénéficiaires. Nous allons bien sûr accompagner le processus de la vulgarisation avec le RENOLSE. D'ail-

leurs, plusieurs moyens de communication d'AdC sont mis en œuvre dans ce sens. Il s'agit entre autres de notre site-web www.calebasse-de-solidarite.org, la Coordination Nationale (AgriBio Services) et les formations du projet FOCOMO (Formation, Communication Monitoring).

Est-ce que les objectifs ou activités assignés au RENOLSE sont bien déroulés ?

Le RENOLSE est parmi les meilleures innovations du programme. C'est une réussite totale grâce à son

secrétaire général, Mr Samba Mbaye. Le rôle du RENOLSE est de responsabiliser encore plus les OP en terme de participation directe et de prise de pouvoir de décision dans le programme. Aujourd'hui, le RENOLSE fait des choses que la coordination du programme faisait avant. A titre d'exemple, l'organisation de certaines formations et le plaidoyer. C'est aussi l'autopromotion non seulement au niveau des calebasses, mais aussi au niveau des OP. Pour les activités prévues, le RENOLSE va poursuivre le plaidoyer et effectuer des formations en agroécologie.

Quelles sont les perspectives pour le RENOLSE ?

Je pense que le RENOLSE commence de plus en plus à se concentrer sur la thématique de l'agroécologie en y incluant toutes les thématiques subsidiaires, comme l'accès à l'eau, au foncier, aux semences paysannes entre autres. Il est aussi en train de voir comment faire un plaidoyer très spécifique dans ce sens. Le grand avantage avec le RENOLSE est que nous pouvons continuer à travailler ponctuellement avec nos anciennes organisations partenaires à travers ce réseau. Nous sommes donc très contents du RENOLSE, parce qu'il nous permet d'être en contact avec elles et même collaborer d'une façon ponctuelle tout en respectant les instructions de la direction de AdC de réduire le nombre des OP.

Les Op sont dans 9 régions, Action de Carême prévoit-elle d'étendre son programme dans les 5 autres régions du pays?

Nous n'avons pas un budget illimité donc nous serons obligés de travailler de façon plus innovatrice. C'est vrai nous travaillons dans 9 régions, cela ne



veut pas dire que toutes les communes ou villages de ces régions sont couverts. Donc le travail que nous menons dans ces régions reste loin d'être complet, et nous ne pouvons pas quitter certaines régions pour aller travailler dans d'autres. Ce serait comme si on coupait la base pour aller au sommet. Et ce ne sera pas durable. Pour contourner les limites budgétaires, nous avons commencé à former des organisations qui s'intéressent à l'approche «

Calebasse de Solidarité ». Nous les accompagnons à la mise en œuvre de ladite approche sans entrer en partenariat formel parce que nous n'avons plus de ressources financières pour payer des salaires. Pour accompagner ces organisations, Mme Fatou Gueye Seck a intégré la coordination nationale en temps partiel comme experte de la formation « CDS ». Elle s'occupe de ces demandes

de formation. La première organisation que nous avons accompagnée dans ce sens est le réseau Koussek de Ziguinchor. L'expérience a été une réussite totale. Aujourd'hui, certains ministères, autorités administratives et locales, organisations de la société civile, associations mouvements de développement, groupements de femmes s'intéressent à l'approche CDS. Et Cela nous encourage.

Etant la chargée du

programme Pays (Sénégal), comment appréciez-vous le programme de ce pays ?

Je vais le dire sans avoir honte : A mon avis, le programme Sénégal est le meilleur programme de tous les programmes pays d'AdC. Et je pense même de tous les programmes qu'on pouvait s'imaginer. Pourquoi ? Parce que c'était et c'est encore développé par des organisations Sénégalaises. Il n'y a pas le faire-faire chez nous, mais ici les OP se concertent, définissent les défis et nous adaptions ensemble le contenu. C'est vraiment ce qui explique la réussite de ce programme. C'est un programme des Sénégalais pour les Sénégalais et il est très participatif. Il prend en compte toutes les spécificités des zones, des cultures, de la religion. C'est pourquoi, il est durable et très dynamique. Est-ce que vous avez vu un autre programme similaire où les groupes (près de 1300 calebasses) ont pu augmenter leur volume d'épargne communautaire de 40% en un an malgré la sécheresse. Ces groupes ont pu en même temps régler plus que de 11.000 situations d'urgences (nourriture, santé, éducation) sans endetter personne (pour une valeur de plus que 100 millions FCFA) ? En tout cas, moi je ne connais pas un programme comparable et je suis honorée de pouvoir servir ce programme.

*Propos recueillis par
Ababacar Gueye et
Sidy Dieng*

Webinaire sur la subvention des intrants agricoles au Sénégal

Les OP d'AdC- Sénégal passent en revue le modèle de procédure de la mise en place

La problématique de la subvention des intrants agricoles et particulièrement des semences au Sénégal a été, le 09 Juin dernier, au centre des travaux d'un webinaire organisé par les acteurs des organisations partenaires de l'Ong Action Carême Suisse.



Il s'est, en effet agi avec ce webinaire d'une réunion virtuelle qui a vu la participation de la Chargée du programme Sénégal, Madame Vreni, de la coordination nationale, du SG du Renorse et des Coordinateurs et coordinatrices des différents projets des OP partenaires du Programme Sénégal. Lesquels ont, pendant trois heures d'horloge, échangé leurs points de vue sur ladite problématique. Une occasion pour le coordonnateur national Djibril Thiam, qui faisait la présentation sur le dispositif de subvention agricole au Sénégal, de revenir sur un certain nombre de points relatifs à la question. De ces points, les instruments de subvention de l'Etat du Sénégal, les raisons de la subvention agricole au Sénégal, la définition d'une subvention, les intrants concernés par les subventions au Sénégal, les règles et procédures de fonctionnement du dispositif de la subvention. Il s'est aussi in-

téressé, dans sa présentation, à des questions non moins importantes comme la limitation des importations, la subvention à l'exportation, les régimes de prix administrés, entre autres.

Tout un dispositif qui, selon Mr Thiam, se veut en réponse au souci d'amélioration des revenus des producteurs, en particulier les petits exploitants mais aussi l'évitement des coûts élevés des intrants qui peuvent décourager les utilisateurs d'intrants dit de qualité comme les semences et les engrais. Pour simplement dire qu'une subvention est une aide versée par l'État à un agent économique privé, association ou entreprise. Une subvention qui, précise-t-il, dans le cas du Sénégal, peut être en nature comme les bons alimentaires et les facilités foncières ou bien en espèces. Ladite subvention des intrants couvre des secteurs d'activités de la production végétale, celle animale et la pêche.

Subventions des intrants agricoles, un cycle d'éternel recommencement

Aussi et réagissant à la question de savoir quelles sont les limites et contraintes du modèle sénégalais de subvention des intrants agricoles, Ndiaga Sall de l'Asdes à Kaolack d'indiquer qu'elles résident en ce que la subvention n'arrive généralement pas aux ayants droit que sont les petits producteurs. « Sur le montant que dégage chaque année l'Etat pour subventionner l'agriculture, la grande partie est captée par les intermédiaires notamment les opérateurs privés d'intrants. En plus, la qualité des semences qui sont distribuées notamment l'arachide est très mauvaise. Beaucoup de bénéficiaires les sèment rarement. Ils les vendent ou bien les consomment. Le dernier point est le retard dans la livraison de ces intrants. Les opérateurs attendent à quelques semaines de l'hivernage pour procéder à la distribution. Et même pour l'engrais, après l'installation de l'hivernage », regrette-t-il. Quant à Sara Diouf de Recodef, il abonde dans le même sens en soutenant qu'ils vivent un cycle d'éternel recommencement.

« Chaque année des milliards de FCFA sont injectés dans les subventions et la situation de l'agriculture reste presque inchangée. L'autre élément qu'il faut dénoncer est le lien qui est établi entre le paiement de la taxe rurale et l'accès à la subvention agricole. On dit que ceux qui n'ont pas payé la taxe rurale ne pourront pas bénéficier des intrants. Or beaucoup de familles démunies ne parviennent pas à payer la taxe rurale, car n'ayant même pas de quoi manger. Par conséquent, ils sont exclus d'office des intrants subventionnés ». De son côté, Markoto Camara de l'Ucem mettra le doigt sur la mauvaise qualité des semences avant de dénoncer l'exploitation des bénéficiaires par les usuriers de tous ordres. Comme les autres intervenants, il a décrié la qualité des semences distribuées. « Beaucoup de paysans qui en bénéficient et qui les ont semées se retrouvent avec des taux de germination très faibles », dénonce-t-il. L'autre élément, poursuit-il, est que les intrants viennent au moment de la soudure et beaucoup de familles bénéficiaires les consomment ou les revendent pour traverser la soudure. « Nous sommes au mois de juin, l'hivernage commence à s'installer dans notre zone et jusqu'à présent les distributions n'ont pas encore commencé. Cette situation rend vulnérable les bénéficiaires qui se tournent vers les usuriers parce qu'ils n'ont pas

de quoi payer la partie non subventionnée des intrants ».

Demander des comptes sur la traçabilité des subventions agricoles

Dans le nord du pays particulièrement dans le fouta la situation est presque la même, si l'on en croit Aboubacry Sall de Bamtaree. Pour lui, dans ladite zone les producteurs ne sentent même la subvention agricole. Et pour s'en sortir, les producteurs s'organisent et montent un dossier qu'ils soumettent à la SAED. « C'est le riz irrigué que nous pro-

duisons généralement, nous ne sentons aucune subvention sur les semences. C'est pour quoi les producteurs utilisent les mêmes semences pendant deux campagnes consécutives, car elles coûtent chers », a expliqué M. Sall. Le secteur de la pêche n'est pas mieux loti et peine à tirer son épingle avec cette subvention. Pis, fait savoir Mor Mbaye Diop de la Fenagie/Pêche, « l'Etat dit qu'il subventionne les moteurs des pirogues. L'apport des pêcheurs est fixé à presque 500.000 F cfa, un montant jugé élevé. Les pê-

cheurs peinent aujourd'hui à capturer du poisson. Pendant ce temps, l'Etat délivrerait des licences de pêche à des bateaux étrangers.

Samba Mbaye déplore toute cette situation qui prévaut dans le secteur surtout quand on sait que cet argent qui est mobilisé pour aider les petits producteurs via la subvention n'arrive pas aux ayants droit. « Durant nos différents ateliers zonaux de formation sur les semences paysannes, nous avons constaté que beaucoup de producteurs, dans leur grande majorité, utilisent leurs

propres semences et non les semences subventionnées », a soutenu le SG du RENOLSE. Et de poursuivre en se posant la question où est passé l'argent subventionné pour les intrants. « Nous devons travailler pour les petits producteurs pour que les cibles de notre programme retrouvent leur autonomie sur les intrants agricoles ». Aussi estime-t-il qu'ils doivent, dans le cadre d'un plaidoyer, demander des comptes aux décideurs sur la traçabilité des subventions agricoles.

S.D &A.G

Week-end bio à Thiès

Pour une promotion de la production écologique et biologique

La cité du rail a abrité du vendredi 13 mars au dimanche 15 mars une mini foire de produits biologique sous l'égide de l'Ong Agrecol Afrique. Un week end bio qui entre en droite ligne du programme dit Initiative agriculture écologique biologique (I-Aeb). Celle-ci se veut pour promouvoir des stratégies et pratiques écologiques saines entre différentes parties prenantes dans les domaines de la production, de la transformation et de la commercialisation avec les décideurs pour sauvegarder l'environnement mais aussi améliorer les conditions de vie par la réduction de la pauvreté tout en garantissant la sécurité alimentaire.

Il s'agit en effet avec ce dit programme visant à introduire l'agriculture écologique et biologique dans les systèmes agricoles nationaux avant 2025, d'améliorer durablement la productivité agricole, la sécurité alimentaire, l'accès aux marchés et à des produits de qualité. Aussi le coordonnateur de l'Ong Agrecol Afrique,



Assane Gueye, coordonnateur Agrecol/Afrique

Assane Gueye, d'estimer que l'atteinte d'un de ces objectifs spécifiques qu'est l'amélioration durable des produits biologiques de qualité est fortement liée à l'exécution des activités du pilier de la chaîne des valeurs et de développement des marchés. D'où, selon lui, toute la pertinence de ce week-end bio qui a permis à des producteurs venus de différents horizons d'exposer et de vendre leurs produits. C'est aussi une occasion pour les participants d'échanger leurs expériences et sur l'impact de telles pratiques sur les populations et leur environnement.

Aussi à la question de savoir s'il ne faudrait pas travailler sur la

demande du côté de la commercialisation pour amener l'autorité étatique à adhérer à cette approche, le coordonnateur d'Agrecol/Afrique fera savoir que cette dimension est déjà prise en compte. Puisque, selon lui, chaque semaine des agents de sa structure se livrent à des opérations de veille des marchés. Lesquelles opérations consistent à évaluer les besoins des consommateurs en produits écologiques-biologiques. Ces évaluations sont directement transmises aux producteurs qui vont, en conséquence, faire des planifications en fonction des demandes exprimées. Dans cette même logique, les besoins en produits transfor-

més sont aussi évalués au cours de ces opérations de veille des marchés. Toute une chaîne qui permet de mettre en relation les producteurs, les transformateurs et les consommateurs. « A l'heure actuelle, nous sommes en train de faire l'analyse des flux de données qui nous parviennent pour pouvoir à terme dire qu'à telle date le besoin en produits bio va se chiffrer à tant », a indiqué M. Guèye.

S'agissant de la labellisation des produits, poursuit-il, la question commence à avoir un début de solution. En atteste, selon lui, qu'au niveau cette foire, on note la présence de trois labels bios. « Nous avons le Label « Bio Sénégal » avec la Fenab, le label « Easy Bio » avec AgriBio Services et « Nat-bi » avec Agrecol/Afrique. Tous ces labels constituent ce qu'on appelle le système de garantie participatif. Lequel système prend en compte l'ensemble des acteurs qui tournent autour de la production, de la transformation, de la commercialisation et de la consommation. Et chaque acteur définit ses exigences que l'autre devra impérativement satisfaire », dit-il.

Sidy DIENG

Entretien avec...

...Samba Mbaye

Secrétaire général du RENOLSE

« AdC a mis à la disposition du RENOLSE près de 9 millions de F CFA pour contribuer à la riposte du COVID-19 »

A l'instar des autres pays du continent et d'ailleurs, le Sénégal est en proie à une pandémie sans précédent. Une situation assez grave qui a amené le pouvoir central à décider des mesures drastiques en termes de confinement et couvre feu pour endiguer le Mal. Ce qui n'est pas sans conséquence dans la vie et les activités des citoyens qui vivent principalement en zone rurale et périurbaine. Le Secrétaire Général du RENOLSE revient dans cet entretien sur les contours de l'appui et l'accompagnement d'Action de Carême Suisse aux organisations partenaires.

Nat-Bi : Le Sénégal comme les autres pays subit de plein fouet la pandémie Covid-19. Les organisations membres du RENOLSE sont en milieu rural et périurbain. Quelles stratégies ou appuis avez-vous mis en place pour la riposte ?

Samba Mbaye : La maladie à coronavirus 2019, Covid-19, est une maladie infectieuse provoquée par un nouveau virus qui n'avait encore jamais été identifié chez l'être humain. Ce virus provoque une maladie respiratoire (analogue à la grippe) avec des symptômes comme la toux, la fièvre et, dans les cas les plus sévères, une pneumonie. Le nouveau coronavirus 2019 se propage essentiellement par contact avec une personne infectée, lorsqu'elle tousse ou éternue, ou par l'intermédiaire des gouttelettes de salive. Aujourd'hui presque tous les pays du monde sont touchés par cette maladie. Au Sénégal, à la date du 30 juin 2020 enregistre 6.698 personnes testées positives dont 4.341 guéries, 108 décès et 2.248 actuellement sous traitement, selon le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. Pour se protéger et limiter la propagation de la maladie vers

d'autres personnes, l'une des mesures essentielles est de se laver fréquemment les mains avec des produits détergents comme, entre autres, le savon et l'eau de javel. Cette disposition fait partie des mesures les plus économiques, les plus faciles et les plus importantes pour prévenir la propagation d'un virus. C'est dans ce cadre que le RENOLSE (Réseau National des Organisations de Lutte contre la Soudure et l'Endettement) a sollicité un appui à son bailleur Action de Carême Suisse pour apporter une riposte face à cette pandémie.

La demande de financement a eu un écho favorable. Est-ce un fond perdu ?

Pour appuyer l'adoption de cette mesure par les bénéficiaires du programme soudure endettement du Sénégal, Action de Carême a mis à la disposition des OP partenaire de son programme un fond de crise. D'une valeur de 15'000FCH, soit près de 9.000.0000 de F cfa, ce fond vise à contribuer à la lutte contre la propagation du coronavirus au Sénégal et particulièrement au niveau des zones de travail des Organisations partenaires du Pro-

gramme pays, à disposer des produits détergents afin de mieux se protéger de la contamination et de la propagation du Coronavirus.

C'est un fond de crédit mis à la disposition des OP partenaires à travers le RENOLSE. Ce dernier assurera la distribution du fonds et son recouvrement après la crise. Ce financement n'est pas un don encore moins une subvention. C'est un filet de sécurité sociale dans un contexte de confinement des populations et de besoins de produits détergents pour se prémunir du coronavirus. Chaque OP exprimera ses besoins en produits détergents avec le montant financier correspondant et le soumet au secrétaire exécutif du RENOLSE. Ce dernier étudiera la demande et assurera la mise à disposition du fonds auprès de l'OP demandeuse. La distribution des produits au niveau des calesbasses de solidarité sera assurée par les OP et/ou les réseaux fédéraux de cale-



basses de solidarité.

Avez-vous un écho de leurs activités pour le suivi ?

Bien sûr ! A ce jour, 08 organisations partenaires sur les 14 ont reçu chacune en moyenne 625 000 F CFA et les 06 autres étaient sur des dynamiques de production et de ventes de savon à travers leur mécanisme d'autofinancement. Une fois que la crise sera dépassée, les OP assureront le recouvrement du fond pour le remettre à AdC. Seul les montants consacrés à l'achat des produits sera remboursés.

• *L'interview a été réalisée avant l'assouplissement des mesures, la levée de l'état d'urgence et le couvre-feu.*

Recueillis par Sidy DIENG et Ababacar GUËYE

SÉNÉGAL: Implications alimentaires et nutritionnelles de l'épidémie du covid 19

A l'heure actuelle, le monde entier se bat contre un seul ennemi : le Covid-19 qui est une pandémie avec des implications multidimensionnelles. A ce stade, il est difficile de mesurer les impacts réels sur la santé publique, l'économie, l'environnement, et sur les moyens de subsistance des populations. Dans ce contexte d'incertitude il convient de s'interroger sur les implications alimentaires pour les Sénégalais, et aussi de contribuer à la réflexion globale sur la place de l'alimentation dans la riposte au covid-19. *Source: Ipar.sn Publié le 4 avril 2020*

◆ Dr Ismael THIAM, Médecin nutritionniste, diplômé en marketing et communication UFR 2S, Université Gaston Berger
◆ Dr Aminata NIANG, socio anthropologue, chercheuse associée à l'IPAR

La progression alarmante du Covid-19 au Sénégal nous interpelle sur la résilience du système alimentaire face aux effets pervers de ce genre de pandémie. D'autant plus qu'il existe peu d'études traitant la durabilité de nos modes de consommation alimentaires face à diverses situations (transformations sociales, économiques et technologiques rapides) dans un contexte de croissance démographique, d'urbanisation rapide, de changements climatiques et de pauvreté. La faim constitue un cercle vicieux qui exacerbe l'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui est un reflet à un moment donné, d'une situation économique, d'une conséquence de crises, de conflits, de chocs naturels ou de pandémies. Pour ces raisons, il faut anticiper en cas de confinement général. Comment en effet, assurer l'équilibre alimentaire des ménages confinés en ciblant les personnes malades, les personnes âgées, les femmes enceintes, les femmes allaitantes et les enfants de moins de 5 ans ?

L'accès à l'alimentation est compromis

Dans le but d'endiguer la transmission communautaire du coronavirus, le gouvernement a pris des me-

sures fortes de prévention, à savoir le confinement partiel, la distanciation sociale et la limitation de la mobilité inter régionale. Ces mesures, bien qu'elles soient pour l'instant les solutions idoines, pourraient engendrer une inaccessibilité soutenue à une alimentation de qualité, nutritive et diversifiée. D'autre part, elle pourrait engendrer des perturbations du marché du travail et du marché alimentaire qui sont occupés majoritairement par des acteurs exerçant dans le secteur agricole et le secteur informel. Ces perturbations auront une forte incidence sur les revenus des acteurs de la chaîne de valeur agricole et sur l'approvisionnement des marchés urbains en céréales, légumes et fruits, de même que l'approvisionnement en poisson dans les zones enclavées du pays.

Comme un effet domino, ces perturbations vont entraîner une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs et le choix des produits de consommation devant garantir une diversification alimentaire risque ainsi, d'être marginal.

Pour le moment, les populations n'ont pas à craindre une pénurie de denrées alimentaires comme l'a assuré le ministre du Commerce, cependant ce sont les mesures restrictives (fermeture

de certains marchés, réduction de la durée d'ouverture aux populations, limitation de la mobilité des transporteurs...) qui la font craindre, car limitant l'accès des populations en denrées alimentaires.

Cette situation ne fera qu'exacerber le double fardeau de la malnutrition, en ce sens que, les aliments hyper transformés, vont davantage, se substituer aux produits en provenance des chaînes de valeurs courtes, comme celles de l'agriculture familiale ; agriculture qui occupe surtout les femmes avec leurs multiples fonctions et responsabilités sur la production et la transformation des produits agricoles, la reproduction, les soins aux enfants, aux adultes et personnes âgées, la gestion de la famille entre autres charges.

Dans une situation de pauvreté, même dans le contexte de la crise liée à l'infection au COVID 19, il sera difficile d'opérer des changements notables des comportements et des pratiques en matière d'alimentation. Celle-ci ne se limitant pas à une ingestion de nourriture, elle a des implications fortes au plan anthropo-sociologique, économique et juridique.

Il est important dès lors de prendre en compte les déterminants socio-culturels des

habitudes alimentaires des Sénégalais dans les stratégies d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Une bonne alimentation est un processus complexe, car il faut produire les aliments, les stocker, les transformer, les préparer et les consommer dans des conditions d'hygiène correctes et de contrôle qualité. Ce processus requiert des politiques (alimentaires, sanitaires, et environnementales, éducatives, sociales...) adossées sur un cadre légal et mises en œuvre de manière effective.

La question de la sécurité sanitaire et de la salubrité des « aliments de la rue » dans ce nouveau contexte de santé publique.

Au Sénégal, l'alimentation de rue (street food) est devenue un segment fondamental de l'écosystème alimentaire. Dans le passé, cette forme d'alimentation se limitait aux goûters que vendaient les mères-fataya et les kiosques à pain -qui vendaient du pain-thon ou pain-chocolat...). Après les programmes d'ajustements structurels et la dévaluation du franc CFA, beaucoup de ménages ont basculé dans la précarité et le bol de la pauvreté s'est étendu dans les quartiers urbains et périurbains. Cette pauvreté induite, entre autres facteurs, a joué un rôle important dans

l'expansion de l'alimentation de rue.

A présent, des points de vente à base communautaire sont installés dans beaucoup d'endroits et constituent la principale offre alimentaire pour beaucoup de ménages et souvent, pour les trois repas de la journée.

Cette source d'alimentation, figure parmi les causes des maladies chroniques liées à l'alimentation, comme l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires, (« feebar yu bees yi »), à cause des aliments trop sucrés, trop salés et très gras. L'enquête STEPS réalisée par l'ANSD en 2015 a en effet révélé une progression de ces maladies non transmissibles. L'obésité touche 4,1 % des hommes, contre 13,5 % de femmes ; 2,1 % de la population est diabétique et 24 % des personnes sont hypertendues.

Or, il est reconnu que les personnes atteintes de maladies chroniques non transmissibles, ont plus de risque de développer des formes graves de l'infection au COVID-19, que ceux n'en souffrant pas. De même, les difficultés financières, la réduction de l'activité physique et la modification des modes d'achat¹, favorisent le recours aux produits ayant une durée de conservation plus longue avec un apport nutritionnel souvent pauvre.

Ainsi, les mesures préventives pour ralentir la flambée du COVID 19, risquent d'appauvrir davantage le régime alimentaire des ménages vulnérables (les ménages dirigés par les femmes à revenus limités ou sans revenus et les individus seuls) qui dépendent de plus en plus du secteur informel de

l'alimentation. Le secteur informel de l'alimentation, prend en compte toutes ces populations qui n'ont que le marché traditionnel pour manger : la boutique de quartier, les Tangana, kiosques et tables qui vendent le petit-déjeuner (café, lait en poudre), pain avec différents accompagnements et sauces locales (ndambe), les vendeurs de café Touba, de poussettes Nescafé, la dibiterie du coin, le fast-food local...

Nous avons observé dans des rues de Dakar centre, si les gens continuaient à acheter de la nourriture dans les points de vente susmentionnés dans ce contexte du Covid-19. Nous avons hélas constaté que malgré les consignes de distanciation sociale, ces endroits sont encore fréquentés notamment durant la matinée, moins en soirée en raison du couvre-feu. En fait, c'est une question de survie pour beaucoup de consommateurs et moins de palatabilité. L'alimentation de la rue est une alimentation toujours « risquée » du fait de la sécurité sanitaire quasi inexistante, mais acceptée.

Repenser notre système alimentaire autour de la sécurité, de la durabilité et de la souveraineté

Ainsi dans cette période critique de pandémie du COVID 19, il est impérieux de renforcer l'éducation nutritionnelle, promouvoir la diversification alimentaire qui contribue au renforcement du système alimentaire. Il faut repenser aussi la réglementation de la publicité des aliments néfastes à la santé (dont les additifs), sources de maladies métaboliques (dia-

bète, hypertension, obésité...) accentuées davantage par la sédentarité.

Durant les premières heures de la pandémie, des rumeurs d'augmentation des prix de certaines denrées alimentaires ont circulé. Les décideurs doivent assurer et promouvoir la fluidité du commerce alimentaire en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, mais aussi soutenir les systèmes alimentaires locaux, en les reliant notamment aux grandes chaînes d'approvisionnement alimentaire. Il est aussi impératif de veiller à la sécurité des aliments et à la mise aux bonnes normes des produits locaux vendus dans les marchés ouverts. Contrôler le secteur informel de l'alimentation avec des visites régulières des services d'Hygiène et de Santé Publique.

L'Etat a promis de renforcer et adapter les programmes de protection sociale, compte tenu des fluctuations des prix, des pertes de revenus, il faudra y ajouter les besoins nutritionnels, car la sous nutrition n'inquiète pas souvent, les carences en vitamines et minéraux étant cachées. Il faut renforcer les filets sociaux pour soutenir les ménages vulnérables à travers des mesures politiques (subventions, aides directes, défiscalisation...), visant à renforcer la résilience des populations rurales, des petits producteurs, des acteurs du secteur de l'informel, des femmes, des personnes âgées, entre autres initiatives à mettre en œuvre.

Au besoin, faire une cartographie des zones qui risquent l'insécurité alimentaire et la relier avec la carte de la progression du covid-19 afin d'opérer un bon

ciblage des ménages qui ont besoin d'urgence d'une aide alimentaire.

Les mesures doivent se focaliser sur la création d'un environnement favorable, pour une adéquation entre l'offre et la demande alimentaires, qui puisse satisfaire les groupes particulièrement vulnérables, s'inscrivant dans les principes de l'autonomie alimentaire.

En effet, le COVID 19, devrait nous amener, à une réflexion sur un système alimentaire plus durable à repenser notre souveraineté alimentaire, l'optimisation de l'utilisation des produits alimentaires issus de nos écosystèmes. Cette pandémie place l'alimentation au cœur de notre survie, par sa centralité du fait que l'aliment moderne est délocalisé, déconnecté de son enracinement géographique et des contraintes climatiques qui lui étaient traditionnellement associées². Si ce constat est inéluctable, la réflexion pourrait s'articuler sur les enjeux de la mondialisation du commerce des aliments, qui doit être maintenue, mais en même temps, il faut la « dé-mondialiser » et savoir développer l'alimentation locale.

Enfin, pour atténuer les conséquences de la pandémie du COVID 19, l'approche devra être intersectorielle, interdisciplinaire solidaire, communautaire, national et international. Les efforts doivent amener à opérer un changement de paradigme pour conjurer les effets conjugués du double fardeau de la malnutrition, des changements climatiques induits par les actions anthropiques et des manipulations biologiques.